



Analyse de l'audience de la CGT

Éduc'action au Ministère *

* Audience du 17 mai ; le compte-rendu est accessible sur le site de la CGT Éduc'action 56

Le ministre Blanquer est bien dans la gouvernance dictée par le Président Macron: il ne s'agit **pas de réformer la France, mais de la transformer** ! En effet, les LP sont la cible d'une **attaque sans précédent**, et le retard des annonces du Ministre de l'Éducation à lundi 28 mai (initialement prévue à la mi avril) n'est pas bon signe pour la Voie professionnelle, pour les élèves comme pour les personnels... *Analyse succincte de l'audience :*

MIXITÉ DES PUBLICS GÉNÉRALISÉE

Il s'agit de **mélanger** les **élèves** (formation initiale,) les **apprentis** (obligation des LP d'intégrer des UFA) et les **adultes** (formation continue avec des GRETA*) **dans tous les LP** !

* Le livre III de la 6ème partie du Code du travail renommé «La formation professionnelle» remet en cause l'existence de deux modes de formation bien distincts : formation initiale et formation continue...

Mais l'expression « **mixité des parcours** » montre aussi la volonté de **favoriser les décrochages scolaires des élèves recrutés par les entreprises comme apprentis, notamment en terminale**, d'où la « possibilité de variation des PFMP » en terminale pour les élèves qui se tournent vers « l'insertion professionnelle ». Cela explique aussi la volonté de faire disparaître certaines épreuves d'enseignement général du bac (histoire, LV2 etc.)

Cette mixité s'avère d'autant plus forte que les LP ont vocation à devenir « la référence de l'apprentissage » - CQFD. Enfin, **l'intégration de tous les LP dans un Campus des Métiers** montre l'objectif d'associer les LP aux CFA, aux IUT, aux Universités et autres incubateurs d'entreprise...

LES LP DÉPENDRONT DU PATRONAT

Ces fameux **Campus des Métiers** seront dirigés par un « **directoire restreint** », **c'est-à-dire acquis aux ordres du patronat local**. L'austérité prévisible des Collectivités territoriales devrait inciter les Régions récalcitrantes à confier la gestion des formations et de la main d'oeuvre au patronat afin d'alléger la facture sociale !

Quand aux **représentants des personnels**, ils pourront certes siéger dans les Conseils d'administration des LP et des autres entités du Campus des Métiers... mais ces CA n'auront plus **qu'un rôle « d'appui », c'est-à-dire consultatif** !

ADAPTATION DES FORMATIONS AUX BESOINS DU PATRONAT

Différents éléments prouvent cette subordination :

- **fragilisation des diplômes** à travers la **fin du diplôme intermédiaire**, mais aussi et surtout les **blocs de compétences** permettant de délivrer une partie du diplôme.

A ce titre, l'évolution de la Formation professionnelle est plus qu'inquiétante : La **CNCP** (Commission Nationale de la Certification Professionnelle - établissement public) qui auparavant gérait le **RNCP** (Répertoire National des Certification professionnelles) disparaît au profit de **France Compétences**, un établissement public administratif tripartite composé de l'État, des partenaires sociaux (les 8 Organisations patronales et 8 Organisations syndicales représentatives) et des Régions. Cela signifie qu'à **présent le patronat peut s'appuyer sur l'État, les Régions et les syndicats de salariés moins soucieux des acquis sociaux que la CGT pour changer voire affaiblir les certifications, donc les diplômes (bases des conventions collectives nationales)**. Les diplômes de l'Éducation nationale seront donc traités à l'identique avec ceux proposés par les Régions ou les branches professionnelles !

- **primauté des compétences dans les référentiels professionnels**

- **priorité de l'apprentissage** qui aujourd'hui dans le rêve de monsieur Macron et du Medef absorberait la formation initiale (financements privilégiés aux apprentis)

- **disparition d'épreuves d'enseignement général en terminale** comme l'histoire ou la langue vivante 2
- **Mode de gouvernance des Campus des Métiers.**

DU DEVENIR DES ÉLÈVES...

► La question des **élèves en échec scolaire qui sont orientés par non choix en LP** n'est au final qu'effleurée... La « revalorisation » promise de la voie pro semblerait métamorphoser le public accueilli, dont l'échec scolaire est pourtant essentiellement la conséquence de problèmes sociaux et éducatifs.

Les solutions apportées semblent toutefois assez irréelles :

- la création d'une **seconde commune à certaines familles** de métiers pour améliorer l'orientation **ne permettra pas de favoriser une orientation choisie** ! Surtout que les entreprises recrutent de moins en moins d'apprentis après la 3ème, et ce malgré les aides considérables octroyées !

- la **réduction du nombre de bac pro par regroupements dans de grandes familles éloigne encore davantage l'insertion professionnelle des titulaires du baccalauréat professionnel** ! Dans ces conditions, le **fléchage des BTS** pour les bacheliers professionnels apparaît comme la spécialisation qui depuis la généralisation du bac pro 3 ans manque à nos élèves... On comprend mieux dans ces conditions l'objectif du Campus des Métiers.

- l'a **priorité du travail sur les savoirs-être** rappelle vaguement les difficultés de socialisation qui nuisent à l'insertion professionnelle... Mais la solution trouvée nous semble irréaliste : aux enseignants d'éduquer les futurs apprentis et salariés à devenir malléables aux exigences du patronat !!

► Dans ces conditions, l'ambition affichée par l'actuel gouvernement est clair : livrer la jeunesse et l'ensemble de la formation professionnelle et continue au patronat. Il s'agit bien d'un projet libéral qui veut en finir une fois pour toute avec le projet d'une Éducation nationale permettant à tous les jeunes d'acquérir un diplôme national et des capacités professionnelles nécessaires à la réussite de son insertion professionnelle, mais aussi d'une Éducation nationale dispensant un savoir culturel suffisant pour permettre à tous les jeunes de devenir des citoyens conscients.

AU DEVENIR DES PLP...

► Le **statut des PLP est directement attaqué**. En effet, il est illusoire de croire que les LP devenant des structures de formations multiples (formations initiale, apprentissage et continue) en flux tendu selon les besoins locaux du patronat, ils dispenseront les formations sur l'ensemble de l'année.

Le danger est en effet grand de voir les LP dépendre d'appels d'offres lancés par la Région à l'ensemble des structures de formation comme cela se pratique pour la formation continue, avec le risque évident d'un nivellement vers le bas des formations du fait de la recherche du moindre coût. La situation catastrophique des centres de l'AFPA qui ont connu cette logique des appels d'offre doit tous nous alerter ! **Il est par conséquent nécessaire de nous mobiliser !**

La CGT Educ'action 56 appelle l'ensemble des PLP du département :

- à **se réunir dans les établissements** pour analyser le devenir de nos structures, de nos métiers et de nos conditions de travail.
- à **consulter le site de la CGT Educ'action 56** afin d'être informés des réunions et des mobilisations à venir.



CGT Educ'action 56 :

82, Bd Cosmao Dumanoir ; 56100 Lorient

<https://www.cgteducation56.org>

Tél : 02 97 87 41 17

Mail : cgteduc56@orange.fr

